

COMPASSION ET BONNES AFFAIRES

## Le Millenium Challenge, colonialisme libéral



Les États-Unis ont lancé, depuis près d'un an, un vaste projet d'aide aux pays en voie de développement au sein d'une nouvelle agence, la Millenium Challenge Corporation. Celle-ci exige des pays bénéficiaires qu'ils organisent la libéralisation de leur économie et son ouverture aux investisseurs étrangers. Elle réclame aussi d'importantes réformes politiques qui peuvent être apparentées à des changements de régimes. Par le biais de ce nouveau Plan Marshall, Washington prétend pouvoir imposer son « modèle » au reste du monde, dans une visée néo-coloniale non dissimulée.

page 2

### Villepin contre Kissinger

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Henry Kissinger et Dominique de Villepin appellent à un rassemblement international pour la reconstruction de l'Irak tout en proposant des solutions diamétralement opposées. Le premier veut le démembrement du pays et agite la menace du fondamentalisme. Le second se prononce pour une évolution du Proche-Orient adaptée aux besoins particuliers de chaque État.

page 11

REPÈRE : 20 FÉVRIER 1963

### McCarthy pousse le bouchon trop loin

En 1950, Joseph McCarthy, un obscur sénateur républicain du Wisconsin, avait déclaré qu'il détenait une liste de 205 agents communistes ayant infiltré le département d'État états-unien. Une première enquête du Sénat conclut à l'absence de preuves. Mais McCarthy retourne l'accusation et en fait l'illustration de l'influence souterraine des agents infiltrés. En 1953, il se retrouve à la tête du « Permanent Subcommittee on Investigations of Governmental Operations ». Le comité organise des interrogatoires et accusations publiques de centaines de personnes soupçonnées de sympathies communistes. En étroite collaboration avec le FBI de J. Edgar Hoover, le « McCarthyisme » atteint son paroxysme. Les bibliothèques publiques et scolaires sont expurgées de plus de 50 000 titres. Le 20 février 1954, McCarthy annonce qu'il étend son enquête à l'US Army. C'est le pas de trop. Il est écarté par un décret du président Eisenhower. ■

CHRISTIANE TAUBIRA, DÉPUTÉE FRANÇAISE  
OPPOSÉE À LA LOI SUR LE VOILE

### « En conscience et au risque de déplaire »



La loi interdisant le port des insignes religieux en général et du voile musulman en particulier a été adoptée en première lecture par 512 députés. 33 de leurs collègues ont voté contre et 38 se sont abstenus. Ce résultat massif n'a que l'apparence du consensus. En réalité, la plupart des parlementaires se déclarent en privé personnellement opposés à la loi qu'ils ont voté. Cependant, dans le contexte de la montée de l'islamophobie et à quelques semaines d'importantes élections locales, ils ont été peu nombreux à manifester leurs convictions. Christiane Taubira, députée (PRG) de la Guyane, est de ceux-là.

page 8

## Compassion et bonnes affaires

# Le Millenium Challenge, colonialisme libéral

**Les États-Unis ont lancé, depuis près d'un an, un vaste projet d'aide aux pays en voie de développement au sein d'une nouvelle agence, la Millenium Challenge Corporation. Celle-ci exige des pays bénéficiaires qu'ils organisent la libéralisation de leur économie et son ouverture aux investisseurs étrangers. Elle réclame aussi d'importantes réformes politiques qui peuvent être apparentées à des changements de régimes. Par le biais de ce nouveau Plan Marshall, Washington prétend pouvoir imposer son « modèle » au reste du monde, dans une visée néo-coloniale non dissimulée.**



Le 22 mars 2002, le président états-unien George W. Bush annonce, dans un discours à Monterrey au Mexique, la création d'une nouvelle agence, le Compte du Millénaire, « destinée à financer des projets dans des pays qui gouvernent avec justice, qui investissent dans le domaine social et qui encouragent la liberté dans le domaine économique ».

### L'aide publique au développement : l'arme des néo-colonialistes

Les trois principes édictés donnent bien le ton de cette nouvelle manière de conditionner l'aide au développement. À la fin des années 1980 on avait vu l'émergence du concept de « conditionnalité démocratique » dans ce domaine. François Mitterrand proposait ainsi, dans son discours de La Baule, en 1992, de conditionner l'attribution de l'aide au développement à la mise en œuvre de

réformes démocratiques dans les pays bénéficiaires. Cette gigantesque hypocrisie néo-colonialiste n'eut guère de suite dans les relations françafricaines et peu nombreux furent les décideurs politiques à s'insurger, par exemple, contre l'approvisionnement par la France du régime rwandais Hutu, au cœur du génocide de 1994. Cependant, l'idée a fait son chemin dans les organisations internationales, notamment au sein du FMI et de l'Union européenne qui apprécient particulièrement cette possibilité d'imposer à ces pays des réformes structurelles, en échange de subventions.



George W. Bush  
Annonçant la création  
du « Millenium Account »

Une telle démarche aurait été profitable - encore qu'elle aurait été teintée de développementalisme compassionnel de bon teint - si elle avait permis d'inciter les pays bénéficiaires de l'aide au développement à assurer la tenue d'élections libres, la liberté de la presse, ou encore la libération des prisonniers politiques. Malheureusement, les questions relatives aux droits fondamentaux n'ont qu'une place minimale dans l'échiquier économique mondial. Les organisations internationales ont surtout conditionné l'attribution des aides à la réduction des dépenses publiques (santé, retraites, assurances-chômage) et à l'ouverture des marchés nationaux à la concurrence internationale. Dix à quinze ans plus tard, il est possible d'évaluer les bénéfices de ces mesures : non seulement l'aide publique au développement n'a pas cessé d'être détournée au profit des décideurs nationaux, mais les réformes orchestrées sur les bons conseils du FMI ont engendré une d'importantes régressions sociales dans les pays concernés [1]

## L'équipe du Millenium Challenge Corporation

Dans ce contexte, le projet de George W. Bush du **Millenium Challenge Corporation** (MCA) est particulièrement intéressant. Il est placé sous la direction du département d'État et doit donc refléter ses vues en matière d'économie et d'ingérence politique. L'équipe dirigeante est composée exclusivement de membres importants de l'administration états-unienne.

Son administrateur général n'est autre qu'Alan Parson, le sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, qui s'est vu attribuer cette nouvelle responsabilité le 2 février 2004. Il occupait déjà cette fonction de sous-secrétaire d'État pendant l'administration Clinton, et sa reconduction au sein de l'administration Bush avait suscité de nombreuses interrogations dans la presse états-unienne. La coutume veut en effet que l'arrivée d'un nouveau président entraîne un renouvellement de l'ensemble des postes gouvernementaux.

La revue *Mother Jones* a trouvé la raison de cette mansuétude des faucons à l'égard d'un proche du président Clinton. En février 2000, Alan Parson a reçu la visite de Dick Cheney, alors président d'Halliburton. Celui-ci souhaite remettre en cause une décision du département d'État bloquant une somme de 500 millions de dollars de garanties bancaires fédérales destinées à un société russe du nom de Tyumen Oil. Cette décision était motivée par des rapports de la CIA

faisant état de manœuvres douteuses de la société et de ses propriétaires, le conglomérat russe Alfa Group de l'oligarque Mikhail Fridman, pour prendre le contrôle de ses concurrents. Or, Tyumen est un partenaire privilégié d'Halliburton, avec lequel il a signé un accord évalué à 300 millions de dollars pour l'exploitation de champs pétroliers en Sibérie. Alan Parson a su, à l'époque, se montrer compréhensif avec le futur vice-Président, et a donc levé les restrictions et débloqué l'argent. Une décision qui lui valut d'être reconduit après l'arrivée de George W. Bush et Dick Cheney à la Maison-Blanche, en janvier 2001.

Depuis cette date, il est considéré comme l'une des « *étoiles montantes* » de la nouvelle administration. En octobre 2002, il a été envoyé en mission en Arabie saoudite et dans d'autres pays producteurs de pétrole afin d'y obtenir l'assurance d'une augmentation de leur production en cas de chute de la production irakienne provoquée par une invasion états-unienne. Au même moment, la société Tyumen est devenue la première société russe à fournir du pétrole au Strategic Petroleum Reserve [2].

Les autres membres de la Millenium Challenge Corporation restent à désigner, l'organisation en étant encore à ses balbutiements. Pour l'année 2004, un budget de 1 milliard de dollars lui a été alloué, ce qui devrait surtout couvrir ses frais d'installation et les premières tournées diplomatiques visant à établir la liste des pays bénéficiaires. En revanche, George W. Bush a d'ores et déjà annoncé que l'agence bénéficierait d'un budget de 5 milliards de dollars pour 2005, faisant ainsi quasiment doubler l'aide publique au développement fournie par les États-Unis (le montant actuel est de près de 7 milliards de dollars annuels).

Le programme est placé directement sous la tutelle du département d'État, et donc de Colin Powell, qui en est le président. On retrouve à ses côtés, dans l'organigramme, le Secrétaire au Trésor John W. Snow, au poste de vice-président, mais aussi le représentant états-unien pour le Commerce extérieur, Robert B. Zoellick, et l'administrateur de l'USAID [3], Andrew S. Natsios.

### **Le Compte du Millénaire : un programme « changement politique contre subventions »**

D'après le département d'État, le fonds de développement « *fournira des aides aux pays en développement qui auront adopté une politique judicieuse sur les plans politique, économique et social* » [4]. Ce qui invite naturellement à s'interroger sur les critères choisis par Washington pour sélectionner les pays méritant l'aide états-unienne, qui doivent être officiellement désignés en mai.

Le premier critère objectif concerne le degré de richesse (ou de pauvreté) des pays candidats. Aussi faut-il que le revenu moyen par habitant des pays bénéficiaires n'excède pas 1415 dollars annuels, ce qui correspond à la définition donnée par l'International Development Aid. A partir de 2006, ce plafond s'élèverait à 2975 dollars annuels, soit le critère de la Banque mondiale pour sa propre attribution des aides au développement. Le deuxième critère, également objectif mais nettement plus relatif, est celui lié à la loi états-unienne. Les pays qui, selon cette loi, ne peuvent pas recevoir d'aide, ne le seront donc pas plus pour l'aide du Millenium Challenge Account. Ce qui laissera à la diplomatie

états-unienne la liberté de modifier cette liste pour y inclure ou en exclure des pays demandeurs.

La seconde catégorie de critères est relative à la vision états-unienne de « *bonne gouvernance* », nettement plus subjective tant dans sa définition que dans son appréciation. D'après George W. Bush, le Compte du Millénaire « *récompensera les pays qui mettent fin à la corruption, qui respectent les droits de l'homme et qui instaurent l'État de droit (...), qui investissent dans les domaines de la santé et de l'enseignement (...) qui libéralisent leur économie et qui appliquent une politique budgétaire judicieuse.* »

Une **note du département d'État** indique précisément la manière dont les États-Unis évalueront le respect de ces multiples « *valeurs universelles* ».

Washington se fondera sur les statistiques et les études empiriques réalisées par cinq organismes :

- ▶ la Banque mondiale fournira les données relatives à l'efficacité du gouvernement, à la réalité de l'État de droit, à la lutte contre la corruption, mais aussi à la situation sociale, en évaluant les dépenses publiques consacrées à l'enseignement primaire public et à la santé, ainsi que le pourcentage d'enfants vaccinés, etc.
- ▶ le Fond monétaire international (FMI) donnera son évaluation du déficit budgétaire des pays candidats au cours des trois dernières années ainsi que le niveau d'inflation.
- ▶ l'*Institutional Investor Magazine* [5] fournira la note qu'il attribue aux différents pays pour leur capacité à encourager la liberté dans le domaine économique.
- ▶ la Fondation *Heritage* [6] dressera un bilan de la politique commerciale des différents États demandeurs.
- ▶ *Freedom House* [7] analysera l'état des libertés publiques et des droits politiques.

A ces critères *a priori* s'ajoutent des modalités de réception dans les pays demandeurs, qui doivent adopter leur mode de gouvernement au « modèle » états-unien. D'après le département d'État, « *œuvrant en étroite collaboration avec le MCA, les pays devront identifier les principaux obstacles à leur propre développement, garantir la participation de la société civile et mettre au point un plan de collaboration avec le MCA répondant à leurs besoins particuliers* ».

En matière commerciale, ils devront se conformer « *à un certain nombre d'objectifs mesurables à atteindre* ». Une formulation imprécise qui laisse la place à l'établissement d'un véritable programme de réformes élaboré à Washington [8].

Cela correspond à la vision économique des membres de l'administration Bush telle que définie par Alan Larson lors d'une réunion de la Rand Corporation à New York, le 3 juin 2001. Selon lui, « *dans l'économie de l'information actuelle, la liberté économique et la liberté politique se renforcent l'un l'autre. Comme l'a dit le président Bush en avril [2001] devant l'Organisation des États Américains, "il y a un lien vital entre la liberté des peuples et la liberté de commerce (...). [La liberté de commerce] aide à démanteler les bureaucraties protectionnistes qui étouffent l'initiative [individuelle] et invitent à la corruption. Le libre commerce renforce les habitudes de liberté et renforce la*



démocratie à long terme" » [9]. Une vision largement différente de celle développée par les économistes du Fonds monétaire international dans les années 1970, qui défendaient l'intérêt d'investir dans des pays autoritaires et peu démocratiques comme gage de sûreté et de rentabilité.

## Vers un Plan Marshall pour les pays en voie de développement

En réalité, le niveau d'exigence en matière politique fait plus ressembler le MCA au Plan Marshall qu'à un projet d'aide au développement. Une filiation historique revendiquée par plusieurs membres de l'administration états-unienne lors de présentations publiques du Compte du Millénaire, et notamment Colin Powell dans une tribune du *Washington Post*. Le Plan Marshall est souvent présenté comme un plan d'aide à la reconstruction des pays européens, au sortir de la Seconde Guerre mondiale. C'est notamment le cas de Robert Pingeon, président du **Parti républicain américain pour l'Europe**, qui le décrit dans une tribune parue dans *Le Figaro* en juin 2003, comme « *la plus grande action d'aide humanitaire des temps modernes* ». Il s'agit en réalité d'une opération de diplomatie politique déguisée en plan d'aide économique. En échange des crédits états-uniens, les pays bénéficiaires étaient en effet tenus de mettre en oeuvre des réformes économiques, politiques et mêmes culturelles (par exemple l'envoi de sociologues en mission de productivité aux États-Unis), le tout afin d'empêcher la montée des partis communistes nationaux. Il peut donc être assimilé à une tactique de domination impérialiste sans recours aux armes plutôt qu'à une aide philanthropique à la reprise économique.

Le projet de Compte du Millénaire n'est finalement pas autre chose. Ses modalités d'application auront fatalement comme conséquence l'ouverture des marchés intérieurs de ces pays en voie de développement à la concurrence venue des pays technologiquement les plus avancés, au premier rang desquels les États-Unis. Cela représente déjà un progrès par rapport à la traditionnelle politique de la « canonnière » utilisée auparavant pour ouvrir *manu militari* les marchés récalcitrants aux investisseurs états-uniens. On peut également voir dans la plus grande participation de la société civile exigée par Washington un moyen d'assurer des débouchés politiques aux personnalités indigènes d'opposition financées par la Fondation Ford ou soutenues par la **National Endowment for Democracy**. Déjà les États-Unis, dans leurs rêves de grandeur d'un empire « *millénaire* », cherchent à associer à leur démarche l'Union européenne, incitée à adopter la même grille de critères. Il n'est cependant pas certain que l'ensemble des pays pourvoyeurs d'aide au développement partagent exactement la vision néo-colonialiste des conservateurs libéraux de Washington.

**Paul Labarique**

---

[1] Le journaliste du *Monde*, Stephen Smith, explique dans son dernier ouvrage *Négrologie - Pourquoi l'Afrique meurt*, que la raison du chaos africain est à chercher dans « *l'autisme identitaire* » de ses dirigeants, convaincus de l'irréductibilité de « *l'homme noir* ». Un ouvrage dans la lignée des travaux de son auteur, qui s'est fait une spécialité de dégager toute responsabilité des néo-colonialistes sur le continent africain.

[2] « The Cheney loyalty test : why did Alan Larson, a Clinton undersecretary, keep his job under Bush (Outfront) », par Arm Roston, *Mother Jones*, mars-avril 2003.

[3] L'**United States Agency for International Development** est l'agence gouvernementale à laquelle revient traditionnellement la charge de répartir l'aide publique au développement.

[4] « M. Alan Larson nommé administrateur général du Compte du millénaire », département d'État, 3 février 2003.

[5] L'Intitutional Investor Magazine est un journal d'analyse économique réalisant des analyses statistiques de la situation économiques de différents pays et institutions. Il appartient au groupe Euromoney PLC.

[6] Principal think tank reaganien, la Fondation Heritage est le bastion de l'extrême droite intellectuelle états-unienne. Elle est principalement financée par le banquier extrémiste Richard Mellon Scaife.

[7] Créée en 1941, Freedom House est devenue un institut satellite de la Fondation nationale pour la démocratie (NED). Elle publie un rapport annuel sur les libertés dans le monde, avec une insistance particulière sur les libertés religieuses. Son président actuel est James Woolsey, ancien directeur de la CIA.

[8] Pour une liste exhaustive recensant pays candidats et pays refusés, voir le site du **MCA**. On notera, parmi les pays mis sur la liste noire de Washington, la Serbie, la Somalie, le Soudan, la Côte d'Ivoire, la Centrafrique, l'Ouzbékistan et le Zimbabwe.

[9] « Remarks to the Rand Business Leaders Forum, "Russia and the United States : Next Steps in a Maturing Relationship" », département d'État, 3 juin 2001.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

Controverses met à disposition les éléments nécessaires à la compréhension des enjeux internationaux et donne la parole aux grandes figures de la politique qui refusent de s'enfermer dans la « langue de bois ».

## CONTROVERSES

## Christiane Taubira, députée française opposée à la loi sur le voile

# « En conscience et au risque de déplaire »

La loi interdisant le port des insignes religieux en général et du voile musulman en particulier a été adoptée en première lecture par 512 députés. 33 de leurs collègues ont voté contre et 38 se sont abstenus. Ce résultat massif n'a que l'apparence du consensus. En réalité, la plupart des parlementaires se déclarent en privé personnellement opposés à la loi qu'ils ont voté. Cependant, dans le contexte de la montée de l'islamophobie et à quelques semaines d'importantes élections locales, ils ont été peu nombreux à manifester leurs convictions. Christiane Taubira, députée (PRG) de la Guyane, est de ceux-là.



Non, décidément, non. Je ne peux pas. Je ne peux pas la voter, cette loi penaude qui interdit et, comme saisie de remords, se repent aussitôt en prescrivant la palabre avant la sanction. Non, je ne peux pas la voter. Ni la mort dans l'âme, comme s'y résignent certains, ni le moral en berne, ni en confiance frivole dans la proclamation solennelle de l'intention gouvernementale d'agir.

À force de tergiversation, ce gouvernement a fait croire qu'une loi de précipitation s'imposait. Et pour corriger les inattendus d'antan du juge



administratif alors appelé à la rescousse, est confié au législateur ce que devraient édicter des instructions ministérielles à consolider dans la prochaine loi censée conclure dans quelques mois le débat sur l'école. Est conféré au législateur ce qui devrait faire l'objet de médiations solidement arrimées au droit, nourrir débat dans les établissements, armer les équipes pédagogiques, assurer l'accompagnement des adolescentes sur le chemin de leur émancipation à l'égard d'emprise familiale, d'empire ethnique et de conditionnement religieux.

Des mois durant, s'opposer à la loi valait promotion du foulard, et dans le brouhaha de la condamnation au bûcher nul n'entendait l'énoncé des mesures proposées pour invalider le voile qui obscurcit, étancher l'étang des frustrations arrosées de désamour, mettre fin à l'invisibilité des mêmes et chanter une symphonie plus belle que celle des sirènes du repli, de la rancœur et du désespoir. L'urgence et la mode étaient à sévir. Surveiller et punir. Et dire une fois pour toutes aux fondamentalistes qui est le maître, céans. Aujourd'hui, ne pas voter la loi, c'est courir le risque d'être suspecté d'intelligence avec l'ennemi intégriste ou éventuellement de complaisance exotique. Inutile de jurer que l'école est, par excellence, le lieu de l'égalité des possibles, qu'à ce titre, elle doit être préservée des conspirations religieuses, des combines partisans, des *hold up* économiques. Qu'elle est le lieu cardinal où s'acquiert l'aptitude à s'affranchir des transcendances religieuses, des prédestinations politiques, des déterminismes sociaux et divers. Comment résister moralement et survivre politiquement à cette pression juridique ? Lorsqu'il est sacrilège de se demander, même en for intérieur, quelle part de foulards provient de l'influence fondamentaliste, quelle part revient à l'illusion identitaire, quelle part relève de la transgression d'adolescents ? Combien d'indocilité, de défi, d'endoctrinement ? Sachant que, quelle que soit la part, même infime, qui vient d'agissements fondamentalistes, ceux-là sont les mieux placés pour exploiter tout signe de faiblesse, mais aussi toute surenchère qui les investirait du statut de victimes et de champions de la rébellion contre un ordre injuste, partial et finalement discriminatoire. Comment, admettant tout cela, peut-on encore barguigner à légiférer ?

La loi sera votée. Le débat s'assoupira. Les politiques publiques de lutte contre les inégalités, y compris dans l'enseignement des histoires, cultures et patrimoines, ne seront pas mises en place ? Et nous resurgirons dans quelques années avec une panique plus grande encore. Tous complices et tous coupables.

Est-il permis de croire avec force que la loi n'est pas le plus bel acte de bravoure qu'une grande démocratie comme la France puisse opposer aux fomenteurs d'embarras, aux émeutiers de la croyance chétive, aux exhibitionnistes de l'âme ? Que le dialogue hystérique de comparses, entre ceux qui défient et ceux qui décrètent, ne hisse pas l'audace à hauteur de la laïcité, historiquement subversive et culturellement fertile. Et si la République est assaillie, elle n'est pas assiégée. Il reste à disputer pied à pied ces territoires de banlieue désertés et provisoirement perdus, où prospèrent les injustices. Il reste à reconquérir ces territoires de conscience, laissés en friche et momentanément vaincus, où les inégalités corrodent le sentiment d'appartenance à la communauté nationale. Faire ouvrir législative plutôt que mission pédagogique, c'est perdre foi en République, alors que sont soigneusement évités les terrains où se nouent les

tensions les plus lourdes de sens dans l'affrontement éthique. Ces terrains où recule la mixité, où progresse l'inégalité des sexes, où se tolère la polygamie, où se pratique l'excision, où se banalise la lapidation, où se généralisent les châtiments corporels. Là où l'on détourne le regard des flux financiers en provenance de pays habitués à subventionner des lieux de culte et à véhiculer ainsi leur propagande. Là où les prêches s'exonèrent des règles de la République, notamment en niant le droit d'apostasie. Là où l'on fait semblant d'oublier les accords relatifs au statut personnel signés avec l'Algérie et le Maroc, simplifiant donc autorisant et aggravant la procédure de répudiation d'épouse sur le territoire français.

La loi demeure une arme noble et peut s'avérer aussi tranchante qu'un beau poignard malais, si seulement nous faisons manoeuvre vers les vrais champs de bataille.

**Christiane Taubira**

*Députée de Guyane, première vice-présidente du Parti radical de gauche (PRG), candidate à l'élection présidentielle française de 2002.*

# Villepin contre Kissinger

## Analyse

L'avocat international John V. Whitbeck relève l'usage répétitif du mot « terrorisme » dans le vocabulaire de George W. Bush. Il souligne, dans l'*International Herald Tribune*, que son emploi récurrent n'a d'autre but que de diaboliser ses adversaires. En fait, ce tic de langage nous apprend, conclut-il, que la violence des faibles est intolérable aux forts et que ceux-ci s'arrogent le droit d'utiliser tous les moyens de haute technologie dont ils disposent pour l'éradiquer.

Le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, a accordé un entretien au *Figaro*. Il s'y prononce pour une évolution du Proche-Orient adaptée aux besoins particuliers de chaque État, ce qui est une manière élégante de refuser le plan global de « remodelage » imaginé par Washington. Il se félicite du retour prévu de l'Irak à la souveraineté, le 30 juin 2004, alors que chacun sait que c'est impossible. Mais, de la sorte, il se prépare des arguments efficaces pour décrire au-delà la présence de la Coalition comme une occupation illégitime. Enfin, il avance l'idée d'une conférence régionale associant la « société civile », ce qui est une manière de court-circuiter le programme de Washington (Fondation nationale pour la démocratie, diplomatie publique, etc.).

L'affrontement entre Washington et Paris ne fait donc que commencer et les prochains épisodes risquent d'être encore plus sanglants. Le docteur Henry Kissinger diagnostique dans *Clarin* le péril qui guette le Proche-Orient : le triomphe du fondamentalisme en Irak et son débordement sur ses voisins. Il préconise de supprimer la maladie en supprimant le malade. Avec le cynisme amoral qu'il a élevé au rang de doctrine politique sous le nom de « *realpolitik* », il propose donc de démembrer l'Irak comme on le fit avec la Yougoslavie. On observera au passage que le bon docteur ne cache plus que l'éclatement de la Yougoslavie était le fruit d'une politique délibérée dont Milosevic fut à son insu l'agent aveugle.

Timothy Garton Ash, de la Hoover Institution, observe narquois le sommet Allemagne-France-Royaume-Uni censé émettre des propositions pour faire avancer l'Europe. Il rappelle dans *The Guardian* que les États-Unis sont favorables à une organisation viable de l'Europe des 25, mais veilleront à empêcher la constitution d'un directoire de grandes puissances. Tout va bien tant qu'on parle d'Europe économique, rien ne va plus lorsqu'il s'agit d'Europe politique.

Enfin, le patron de la Rand Corporation, James Dobbins assure dans le *New York Times* que le positionnement peu lisible des États-Unis par rapport à Haïti s'explique par une opposition démocrates-républicains : Clinton était favorable à Aristide, tandis que Bush soutient son opposition. Heureusement, cette contradiction serait en voie de résolution, les démocrates ayant plus ou moins lâché Aristide.

Réseau Voltaire

## John V. Whitbeck

John V. Whitbeck est avocat international et commentateur politique basé en Arabie saoudite.

### « "Terrorisme" : un monde prisonnier d'un mot »

Source : International Herald Tribune

Référence : « 'Terrorism' : A world ensnared by a word », par John V. Whitbeck, *International Herald Tribune*, 18 février 2004.

Dans son interview du 8 février, **George W. Bush** a utilisé 22 fois le mot « terroriste » alors qu'il n'avait jamais été interrogé sur la question. En effet, ce mot permet de tout justifier et peu de politiciens américains ou d'analystes osent remettre en cause le fait que le « terrorisme » serait la plus grande menace à laquelle font face l'Amérique et le monde.

C'est le mot même de « terrorisme » qui est dangereux car il n'est pas défini précisément et parce qu'il est utilisé pour désigner tout ce qui est détesté. Juridiquement, il n'a pas besoin d'être défini précisément puisque les actes « terroristes » comme les « meurtres de masse » ou le « sabotage » sont déjà définis par la loi. Toutefois, ces termes, dans la rhétorique politique, n'ont pas la même force de diabolisation que le mot « terroriste ». On essayera de comprendre les motivations d'un individu qui aura commis un meurtre de masse à des fins terroristes, mais pas les motivations d'un « terroriste » puisqu'il incarne le mal absolu.

Le pauvre, le faible et l'opprimé ont rarement à se plaindre du « terrorisme » tandis que le riche, le fort et l'opresseur le font constamment. La plus grande part de l'humanité a surtout à craindre la violence de haute technologie des forts et l'abus du mot « terroriste » est essentiellement le fait de justifier ce présupposé : la violence des faibles est tellement intolérable que l'homme fort

est en droit d'utiliser n'importe quel moyen de haute technologie pour y mettre fin. Sans surprise, le terme « terroriste » désigne aujourd'hui tous les mouvements d'insurrection dans les discours du pouvoir auquel ils s'opposent. « Terrorisme », c'est en fait la violence que je ne soutiens pas. Il faut accepter le fait que « terroriste » est en réalité un épithète subjectif et non une réalité objective. On éradiquera jamais la violence de ceux qui veulent une vie meilleure, on pourra au mieux limiter le nombre d'attaques en s'attaquant à l'injustice.

## Dominique de Villepin



Dominique de Villepin est ministre des Affaires étrangères français.

### « Le plan de la France pour le "Grand Moyen-Orient" »

Source : Le Figaro

Référence : « Le plan de la France pour le "Grand Moyen-Orient" », par Dominique de Villepin, *Le Figaro*, 19 février 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

L'ensemble de la communauté internationale s'est retrouvée unie au lendemain du 11 septembre pour éradiquer le terrorisme et faire avancer ce pays vers plus de démocratie et de stabilité. À la différence de l'Irak, la souveraineté a été rendue rapidement au pays et même si les choses sont difficiles au quotidien avec la résurgence du mouvement taliban dans le sud et les problèmes de trafic de drogue, la réconciliation progresse, une constitution a été adoptée et un processus électoral initié. Sur le plan de la sécurité, la France contribue à la Fias.

La reconstruction de l'Afghanistan bénéficie de la légitimité conférée par l'ONU. En Irak, un retour à la souveraineté a été prévu pour le 30 juin 2004 et il faut maintenir ce calendrier. Il faut également inciter les pays voisins à soutenir ce processus. C'est le sens de la conférence internationale que la France a proposé, nous verrons quand il faudra ensuite passer devant le Conseil de sécurité des Nations unies. La France pense contribuer à la reconstruction de l'Irak en fondant, avec ses partenaires allemand et japonais, une école de gendarmerie. Les États-Unis souhaitent une implication de l'OTAN en Irak, mais cela ne peut se faire qu'à la requête d'un gouvernement irakien souverain, avec l'accord de l'ONU et après avoir vérifié que cela ne déstabilisera pas davantage la région. L'évolution du Moyen-Orient est un enjeu considérable sur lequel nous travaillons avec nos alliés européens. Nous pensons qu'il faut partir des demandes des pays de cette région et les associer beaucoup plus en amont au processus de transformation. Il faut également éviter de vouloir appliquer les mêmes recettes partout, ne pas nous centrer exclusivement sur la sécurité et nous pencher sur la relance du processus de paix israélo-palestinien. Nous sommes opposés à une stratégie qui serait celle d'un Occident inquiet cherchant à imposer des solutions toutes faites.

Nous devons avancer dans le domaine du dialogue politique du développement économique et social et enfin dans le soutien à la société civile pour encourager le dialogue des cultures. Lors du sommet de l'Otan, puis celui du G8, nous aborderons ces questions et nous espérons que la communauté internationale



pourra alors se retrouver.

Nous avons un dialogue franc avec les États-Unis. C'est également le cas avec Israël et nous lui avons fait part de notre inquiétude sur le Mur qui, s'il est construit, doit suivre le tracé des frontières de 1967. Nous devons continuer à suivre la feuille de route et à dialoguer avec Yasser Arafat.

## Henry Kissinger



Henry Kissinger (Le 2 de pique du régime Bush) est ancien secrétaire d'État et conseiller de Sécurité nationale états-unien. Il est président démissionnaire de la Commission d'enquête indépendante sur le 11 septembre. Il est président de Kissinger Associates.

### « Irak : plus de partenaires autour de la table »

Source : Clarin

Référence : « Irak : más socios en la mesa », par Henry Kissinger, *Clarin*, 19 février 2004.

Le transfert de pouvoir aux autorités irakiennes le 30 juin 2004 est interprété comme le début du retrait états-unien du pays alors qu'en réalité l'engagement des États-Unis va prendre une autre forme et se baser sur une nouvelle stratégie. Il est important que le pouvoir irakien dispose d'une légitimité et il faut donc que le nouveau gouvernement soit représentatif, reconnu et compatible avec un monde en paix.

Paradoxalement, cette nouvelle stratégie peut ressouder la communauté internationale en dépit des divergences d'avant-guerre car toutes les grandes puissances ont intérêt à ce que la reconstruction de l'Irak réussisse. En effet, un échec dans ce pays exporterait l'islamisme radical en dehors des frontières. Si l'Irak souverain devient fondamentaliste, tous les pays concernés par le terrorisme seront en grand danger. Cet objectif commun, fondé sur la peur, peut construire le principe d'une nouvelle analyse de l'ordre international. L'Irak n'a pas l'expérience de la démocratie et les Irakiens vont plutôt chercher refuge dans leur communauté que d'espérer la sécurité d'un gouvernement central. Aussi, si on veut des institutions démocratiques en Irak, il faut commencer par fragmenter le pays plutôt que de l'unifier. En effet, les chiites, les kurdes et les sunnites essayent d'obtenir le maximum de richesses et de pouvoirs et cela est un facteur d'instabilité. Les voisins de l'Irak ont des objectifs différents pour ce pays et il est difficile de savoir ce qu'espère l'Union européenne, mais la reconstruction de l'Irak offre une occasion de renouer le dialogue transatlantique si les Européens acceptent le fait que, comme la Yougoslavie, l'Irak ne peut pas avoir d'institutions démocratiques sans démembrement partiel.

## Timothy Garton Ash



Historien de la chute du communisme, Timothy Garton Ash est chercheur au St Antony's College d'Oxford et à la Hoover Institution de la Stanford University. Il est gouverneur de la Westminster Foundation for Democracy et l'auteur de *History of the Present*.

### « Qui dirige l'Europe ? »

Source : The Guardian

Référence : « Who rules Europe ? », par Timothy Garton Ash, *The Guardian*, 19 février 2004.

Il y a un an la presse française parlait de l'axe Paris-Berlin-Moscou, qui en réaction engendra la lettre des huit. Elle parle aujourd'hui de l'axe Londres-Berlin-Paris qui a engendré la lettre des six. En attendant le prochain axe et la prochaine lettre, on peut remarquer que si on ne sait pas encore comment fonctionnera l'Europe élargie, on est sûr qu'elle ne sera pas régie par un directoire rassemblant la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

C'est cependant une bonne nouvelle que les dirigeants des trois plus grands pays de l'Union européenne décident de travailler ensemble alors qu'ils rassemblent à eux trois plus de la moitié du PIB européen et des dépenses militaires. En effet, lorsque ces trois pays s'affrontent, comme ce fut le cas à propos de l'Irak, l'Europe ne peut aller nulle part. Alors que la France veut faire de l'Europe un contrepoids aux États-Unis, le sommet d'hier, qui traitait d'économie, cherchait surtout à mettre un terme au déclin européenne dans ce domaine. Berlusconi, furieux de ne pas avoir été invité, tout comme les Espagnols, a déclaré que cette réunion était chaotique, mais il se trompe. C'est toute la nouvelle Europe qui est en train de naître qui est chaotique et il s'agit de la première tentative pour l'ordonner.

Ce sommet ne peut pas être le début d'un protectorat car il rassemble trois dirigeants affaiblis qui ont une vision différente de l'Europe. En outre, si les Français et les Allemands sont proches, les Britanniques sont un peu à l'écart. Quand bien même ces trois pays s'uniraient, les vingt-deux autres n'accepteraient pas leur domination. Le sommet de Berlin offre toutefois la possibilité de créer des groupes, différents selon les sujets, qui constitueront les majorités qui permettront de faire avancer l'Europe dans les thèmes soumis à la règle de la majorité.

## James Dobbins

James Dobbins est directeur de la Rand Corporation. Il a été l'envoyé spécial de l'administration Bush en Afghanistan et il avait supervisé auparavant les opérations de maintien de la paix au Kosovo, en Bosnie, en Haïti et en Somalie.

### « Une voie de sortie pour Haïti »

Source : New York Times

Référence : « A Way Out for Haiti », par James Dobbins, *New York Times*, 19 février 2004.

Depuis l'invasion du pays en 1915, les États-Unis ont fait des efforts intermittents, parfois sans consistance, pour renforcer la stabilité, la démocratie et la prospérité en Haïti. La dernière décennie a particulièrement bien illustré les contradictions de la politique américaine envers ce pays.

En effet, alors que l'administration Clinton a soutenu Aristide en l'aidant à revenir au pouvoir, l'administration Bush a suspendu toutes les aides économiques et a apporté ses conseils et son soutien moral à son opposition. Or, plus un camp est soutenu par Washington, moins il est prêt à faire des concessions et cela n'encourage pas la stabilité. Démocrates et républicains doivent concilier leur politique dans ces pays et ils sont justement en train d'en prendre le chemin. En effet, Powell a affirmé que Jean-Bertrand Aristide devait terminer son mandat et l'administration Bush qu'Aristide est le seul responsable légitime. De leur côté, les partisans démocrates d'Aristide ont reconnu qu'il était responsable de la crise.

Cette convergence doit permettre de développer une nouvelle politique qui sera fondé sur les éléments suivants :

- ▶ Il faut qu'Aristide termine son mandat, mais durant les deux ans qui viennent les États-Unis devront préparer les prochaines élections pour qu'elles soient justes. Pour cela, la communauté internationale devra organiser totalement ces élections.
- ▶ Il faut accroître l'aide internationale à Haïti.
- ▶ Une part de cette aide doit être donnée aux ONG.
- ▶ Il faut organiser la médiation entre Aristide et ses opposants.